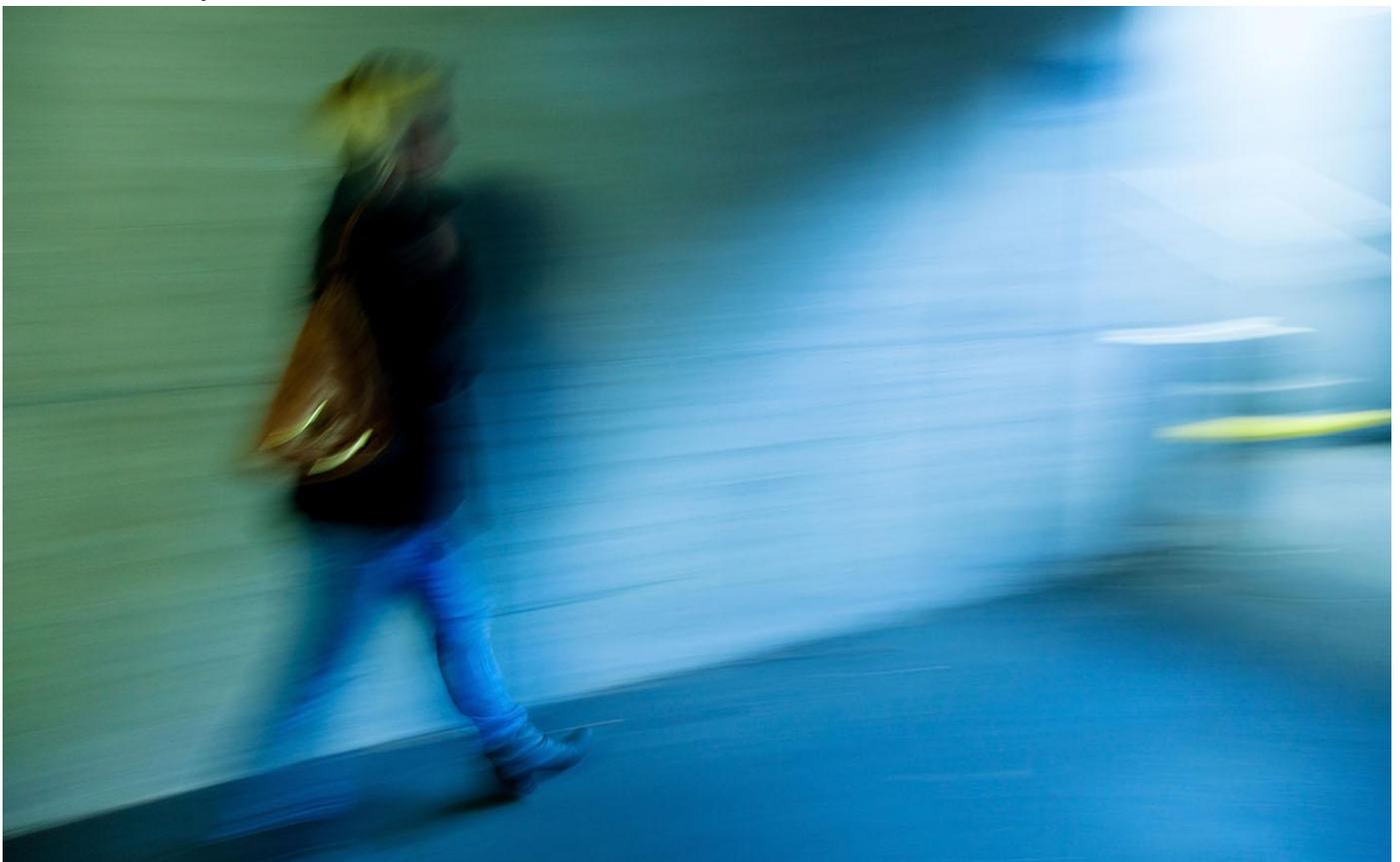


Sexisme en France : une situation alarmante d'après le Haut Conseil à l'égalité

Le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE), dans son rapport annuel sur l'état du sexisme en France, souligne qu'en dépit de certaines avancées en matière de droits des femmes, la société française "demeure très sexiste". Les chiffres concernant les violences sexistes et sexuelles restent d'ailleurs aussi très élevés.

Publié le 25 janvier 2023



Le **rapport 2023 du HCE sur l'état du sexisme en France** s'appuie sur le "*Baromètre sexisme*", réalisé auprès de 2 500 personnes âgées de 15 ans et plus.

Signe d'une **sensibilisation croissante**, l'écrasante majorité des répondants (93%) estiment que des inégalités de traitement persistent "*dans au moins une des sphères de la société*" (travail, espace public, école, famille...). De même, 83% ont entendu parler de #metoo ou #balancetonporc.

Pour autant, le **sexisme "ordinaire"** et les **stéréotypes** genrés demeurent très présents. Quant aux chiffres des violences sexistes et sexuelles, ils se dégradent nettement.

Une banalisation persistante du sexisme

Dans la population, certains **situations sexistes** peuvent être vues comme "*banales*", "*insidieuses*", voire "*bienveillantes*" et les stéréotypes de genre sont toujours ancrés :

pour 77% des hommes et 65% des femmes, "*les hommes doivent protéger les femmes*" ;

40% des hommes et 27% des femmes déclarent "*normal que les femmes s'arrêtent de travailler pour s'occuper de leurs enfants*" ;

il est "*normal*" pour 9% des hommes de ne pas s'occuper des tâches ménagères s'ils sont mieux payés que leur compagne ;

le sexisme est plus marqué dans le monde du travail pour les catégories socio-professionnelles les plus élevées (CSP+) et dans la sphère familiale pour les CSP-.

La sensibilité aux inégalités et aux violences faites aux femmes progresse dans l'opinion ; cependant, les perceptions et les déclarations ne s'accompagnent pas nécessairement, dans la pratique, de changements au quotidien.

Or, souligne le HCE, le sexisme s'inscrit dans un "**continuum**" des violences sexuelles "*faisant le lit*" des agressions.

La situation préoccupante des violences sexistes et sexuelles

Le rapport dresse un état des lieux préoccupant de la situation des femmes, le sexisme conduisant à des **pratiques d'évitement**.

En tant que femme, avez-vous déjà...

Eu peur de rentrer seule le soir

Renoncé à sortir et faire des activités seule (aller au restaurant seule, voyager seule...)

Renoncé à vous habiller comme vous le souhaitez par crainte de regards, de commentaires

Fait attention à ne pas parler trop fort / à hausser le ton

Censuré vos propos / renoncé à dire quelque chose par crainte de la réaction des hommes

Refusé de prendre les transports en commun seule

Pas osé demander une promotion ou augmentation

Renoncé à vous rendre dans un lieu ou rejoindre un groupe de personnes majoritairement composé d'hommes (réunion professionnelle, soirée...)

Redouté ou renoncé à une orientation dans les filières / métiers scientifiques ou toute autre filière :
métier majoritairement composé d'hommes

15'

Base : femmes (1304 personnes)

Graphique: Vie-publique.fr / DILA • Source: Étude réalisée par l'institut Viaoice pour le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes

Des phénomènes de réactions agressives antiféministes dites de **backlash** (contrecoup), particulièrement sur les réseaux sociaux avec des actions "**masculinistes**", sont en recrudescence : **cyberharcèlement**, haine misogyne en ligne, menaces...

Les chiffres du ministère de l'intérieur cités par le HCE soulignent qu'en 2020, le nombre de **victimes d'infractions sexistes** s'élève à 220 000 (+8% par rapport à 2019). 86% sont des femmes ; 16% sont des mineures.

Si 90% des sondés connaissent le terme "**féminicide**", 20% de la population interrogée "*ne voit pas de quoi il s'agit.*" Pourtant, en 2021, 122 femmes sont victimes de féminicide conjugal (contre 102 en 2020).

Quelles recommandations du HCE ?

Le rapport du HCE souligne l'insuffisance de l'**action des pouvoirs publics**. Pour y remédier, le rapport présente **dix recommandations** pour un "**plan d'urgence contre le sexisme**", parmi lesquelles :

une augmentation des moyens financiers et humains des juridictions chargées des violences intrafamiliales ;

une obligation de résultats pour l'application de la loi sur l'éducation à la sexualité et à la vie affective ;

une régulation des contenus numériques, en particulier de la **pornographie en ligne** ;

un système d'évaluation de la représentation des femmes dans les manuels scolaires ;

l'interdiction de la publicité pour les jouets genrés, sur le modèle espagnol...

Abonnez-vous à nos lettres d'information

Votre adresse électronique (ex. : nom@domaine.fr)

S'abonner

En renseignant votre adresse électronique, vous acceptez de recevoir nos actualités par courriel. Vous pouvez vous désinscrire à tout moment à l'aide des liens de désinscription ou en nous contactant.

Suivez nous

sur les réseaux sociaux